



HAL
open science

Prix réels et prix monétaires

Christian Barrère

► **To cite this version:**

Christian Barrère. Prix réels et prix monétaires. *Economie appliquée*, 1985, 38 (1), pp.265-297.
10.3406/ecoap.1985.4036 . hal-04188394

HAL Id: hal-04188394

<https://hal.univ-reims.fr/hal-04188394>

Submitted on 25 Aug 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Prix réels et prix monétaires

Christian Barrère

Résumé

Cet article étudie les implications des conceptions du caractère monétaire des prix quant à la représentation des structures économiques dans lesquelles ces prix fonctionnent. Il montre que la réduction néo-classique des prix monétaires à des prix nominaux, formes phénoménales de prix réels, induit une conception déterminée des structures de marché et de la socialisation marchande. Inversement, en s'appuyant sur les apports de Marx et de Keynes, il précise comment le développement de structures marchandes (échange immédiat, échange marchand et économie de richesse, économie d'enrichissement, économie d'endettement) engendre des prix monétaires à propriétés déterminées.

Abstract

The purpose of this paper is to examine the implications of the monetary character of prices for the representation of economic structures in which prices work. It establishes that neoclassical reduction of monetary prices to nominal prices, phenomenal forms of real prices, leads to precise market structures and market socialization conceptions. Reciprocally on the basis of the studies conducted by Keynes and Marx, it shows how the development market structures (immediate exchange, market exchange and wealth economy, enrichment economy, overdraft economy) generates monetary prices with specific properties.

Citer ce document / Cite this document :

Barrère Christian. Prix réels et prix monétaires. In: Économie appliquée, tome 38 n°1, 1985. Economie réelle – Economie monétaire. pp. 265-297;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoap.1985.4036>;

https://www.persee.fr/doc/ecoap_0013-0494_1985_num_38_1_4036;

Fichier pdf généré le 24/08/2023

Prix réels et prix monétaires

Christian Barrère

Université de Reims

La version française du *Price Theory* de Milton Friedman s'ouvre sur l'affirmation suivante: «Une légende tenace veut que, si une discussion sur un sujet quelconque s'engage entre deux économistes, il en sortira au moins trois opinions différentes. Cette légende se vérifie peut-être rarement dans certains cas, mais elle ne s'applique en aucune manière, à ce qui constitue le cœur de l'économie, la théorie des prix. Depuis les Physiocrates français et Adam Smith, jusqu'à Léon Walras, Alfred Marshall, Maurice Allais et Paul Samuelson, un ensemble théorique cohérent a été élaboré et perfectionné; tous les économistes l'acceptent et l'utilisent dans leur analyse des problèmes auxquels il peut s'appliquer» (16). La surprise est d'autant plus grande que l'ensemble théorique cohérent censé être accepté universellement n'est autre que la théorie de l'équilibre général (TEG). Au-delà du détail de l'analyse, la TEG propose une méthode bien établie fondée sur la dichotomie entre détermination des prix relatifs et détermination du niveau général des prix. Le modèle walrasien d'équilibre général permet de déterminer le système de prix d'équilibre (prix relatifs puisque prix en numéraire), tandis que la théorie quantitative de la monnaie donne le niveau général des prix. Les prix sont d'abord des prix réels, secondairement des prix monétaires, considérés comme des prix nominaux et de simples formes des prix réels. Il s'agit certes d'une fiction: dans la réalité des économies de marché, les prix sont immédiatement monétaires; mais d'une fiction opératoire car le système concret de formation des prix monétaires fonctionne «as if» les prix étaient seulement des prix réels, des prix en biens ou en numéraire. L'objet de cet article est de s'interroger sur la pertinence de la réduction des prix monétaires à des prix nominaux, forme phénoménale de prix relatifs réels. Cependant, nous ne pouvons, dans ce cadre limité, traiter de la totalité d'une aussi vaste question. Nous nous bornerons à l'analyse du rapport entre conception des prix et conception des structures économiques.

Déduire les prix nominaux, c'est-à-dire la forme néo-classique des prix monétaires, des prix réels suppose une conceptualisation particulière, explicite ou implicite, des structures des économies dans lesquelles se meuvent les prix. Nous nous efforcerons de la mettre à jour, de la rapporter à ce qui nous paraît caractériser les structures économiques contemporaines et, inversement, de déduire de leurs propriétés les exigences propres à la compréhension des prix contemporains*.

1.

LES IMPLICATIONS STRUCTURELLES DES PRIX RÉELS

Nous raisonnerons dans le cadre du modèle walrasien défini comme *modèle walrasien du numéraire* (MWN) quand il s'agit des implications structurelles de la *formation* des prix réels et comme *modèle du marché concurrentiel* (MMC) quand il s'agit des implications structurelles de la *détermination* des prix réels.

Le MMC inclut des prix réels définis comme taux d'échange entre deux biens pour deux individus donnés. Ces prix sont dans une économie à n biens et m acteurs au nombre de $n(n-1)m$. Le modèle montre que sous des hypothèses données de comportement (rationalité des agents et concurrence du marché) ces prix se réduisent à $n(n-1) - 1$ prix indépendants, les taux d'échange entre biens devenant identiques dans tous les échanges quels que soient les échangistes et la loi de Walras donnant le dernier prix, une fois les $n(n-1) - 1$ prix déterminés. Le système est alors dit en équilibre. Cet état est caractérisé par l'annulation de toutes les demandes excédentaires, les prix réels étant prix d'équilibre, coordonnées du vecteur prix qui constitue le système de prix d'équilibre.

Certes des prix de non-équilibre peuvent être conçus dans le MMC. Le taux d'échange entre deux biens A et B lors d'une transac-

* Cet article s'inscrit dans le contexte d'une recherche sur la formation contemporaine des prix qui bénéficie d'un soutien financier du Commissariat Général au Plan.

tion entre l'individu i et l'individu j ($P^{ij}_{A/B}$) n'a a priori aucune raison d'être identique au prix réel d'équilibre ($P^{\star}_{A/B}$) et la transaction peut se dénouer entre les deux individus sans que le marché soit équilibré :

$$\exists P^{ij}_{A/B} |$$

$$D_A^i - S_A^j = 0, D_B^j - S_B^i = 0, \sum_K^M (D_A - S_A) \neq 0, \sum_K^M (D_B - S_B) \neq 0$$

Cependant, le MMC ne peut rien nous dire de ces taux d'échange, prix réels de non-équilibre, qui demeurent totalement indéterminés. On peut seulement déterminer les prix réels d'équilibre, prix qui régneront dans l'état du système défini par la compensation de tous les marchés. Encore faut-il remarquer qu'ils ne peuvent évidemment être déterminés que dans le cadre des hypothèses et conventions du MMC. Les biens sont définis par leurs caractéristiques physiques, leur localisation, leur date de livraison et un état de la nature (la description de l'environnement) (19). Les agents sont des atomes dépourvus de tout quantum d'action et de stratégies, en particulier incapables de constituer des coalitions. Par hypothèse, il correspond à chaque bien un marché et un prix. De même, diverses hypothèses portent sur les fonctions de préférence et les fonctions de production, la plus notable étant celle de rendements non croissants.

La démarche de la théorie de l'équilibre général (TEG) consiste donc à réduire dans un premier temps les prix « absolus », nominaux, à des prix réels et ensuite ceux-ci à des prix réels d'équilibre. Pour ce faire, la TEG ne réduit pas seulement l'économie monétaire à une économie réelle mais à un type particulier d'économie réelle susceptible d'être représentée par le MMC. C'est le prix à payer pour l'éviction de la monnaie et du caractère monétaire des prix.

La définition stricte de tous les biens résulte du remplacement d'échanges biens-monnaie donc biens-pouvoir d'achat général indifférencié par des échanges biens-biens. L'information sur le présent et le futur doit alors être parfaite puisque chaque agent doit ordonner toutes les combinaisons possibles de biens dans tous les états de la nature possibles. Toujours est-il que la définition des prix monétaires comme simple forme phénoménale de prix réels n'est possible que dans le cas des prix d'équilibre.

Cela implique d'abord d'admettre que l'économie fonctionne comme si elle se trouvait toujours en situation d'équilibre; pour les prix hors équilibre, aucun élément ne permet de savoir si ces prix, quand ils sont monétaires, sont ou non le décalque de prix réels. De plus, pour que l'économie fonctionne comme si elle était en équilibre, il faut qu'elle fonctionne comme le MMC, que ses structures correspondent à celles du MMC. Ainsi les structures du MMC proviennent d'une double contrainte: permettre la réduction des prix monétaires (considérés comme prix nominaux) à des prix réels, permettre leur réduction à des prix réels d'équilibre.

Dans ces conditions, il serait naïf d'identifier le MMC avec un quelconque capitalisme de libre concurrence censé appartenir au passé. Il correspond en fait à un mélange contradictoire de structures hypermercantiles et de structures amercantiles. *Structures hypermercantiles* représentées par la profusion de marchés; une fois l'environnement donné et parfaitement connu et les ressources mises à disposition de l'économie précisées, le système a une maîtrise totale de leur utilisation et les choix passent en totalité par l'institution qu'est le marché. Or si l'économie contemporaine ne connaît pas tous ces marchés, ce n'est pas du domaine de l'imperfection; et le MMC n'approxime pas la réalité contemporaine. Pour des raisons structurelles, le marché ne peut tout couvrir et le développement des économies de marché n'est pas leur rapprochement progressif du MMC. Le marché n'est en effet pas une procédure formelle d'organisation de l'interdépendance et, par conséquent, susceptible de s'étendre universellement pour traiter de toutes les interdépendances. A cette conception formaliste doit être opposée une conception réaliste ou substantialiste (31), qui remplace l'homogénéité formelle des biens néo-classiques par leur hétérogénéité réelle: biens présents et biens futurs, biens certains et incertains, biens appropriables et non appropriables, biens divisibles et biens collectifs, ..., hétérogénéité qui peut provenir de la nature des biens (conditions de la production et/ou de la consommation) ou de l'organisation sociale. De même, l'existence d'une information imparfaite et plus largement d'une incertitude sur l'avenir est liée à la fois au caractère dynamique du système (par opposition à un état stationnaire) et à l'absence de maîtrise consciente par la société de son propre développement, toutes choses qui engendrent le besoin de monnaie comme moyen de pré-

caution face à l'incertain et moyen d'action sur le développement.

Structures amercantiles qui définissent les comportements. Le MMC utilise une conception de la concurrence qui s'oppose à la nature de la concurrence marchande. C'est une concurrence neutre et stabilisatrice qui évacue tout aspect d'affrontement et de marchandage. Elle se manifeste par l'idée de prix paramétrique: les prix d'équilibre sont pris par les agents comme des données inaltérables auxquelles on ne peut que s'adapter. Le principe de la concurrence marchande est lui illustré par le modèle du bazar oriental, avec marchandage, indétermination relative du prix d'échange, multiplicité des prix d'un même bien (9).

Par ailleurs, comme l'a démontré Arrow (1), la conception de la concurrence dans le MMC est extrêmement étroite puisqu'elle suppose que les marchés soient équilibrés. Sans quoi les échanges appartiennent à la catégorie du monopole bilatéral dans laquelle les prix ne peuvent plus être pris comme des paramètres. La suppression de tout quantum d'action des agents n'est pas non plus sans rapport avec l'élimination de la monnaie car elle conditionne le mode de socialisation amonétaire des biens, comme nous le verrons.

A tout cela s'ajoutent des hypothèses posées pour les besoins de la cause (la démonstration de l'existence de l'équilibre) et sans justification structurelle particulière, telles celles qui sont relatives à l'absence d'indivisibilité ou aux rendements.

Pour passer de la détermination des prix réels à leur *formation*, il faut choisir un modèle plus précis quant aux processus d'ajustement des prix de réalisation de l'équilibre. Divers modèles existent, le plus usité et celui auquel — faute de place — nous nous limiterons étant le modèle walrasien du numéraire (MWN). L'objectif est toujours le même: montrer que les prix du monde contemporain s'établissent comme les prix réels du modèle, sans qu'il soit nécessaire de faire appel à une quelconque monnaie. Le MMC nous avait légué $n(n-1) - 1$ taux d'échange d'équilibre. Pour décrire la formation de ces taux, on sera contraint de les réduire à $n-1$ prix indépendants et d'équilibre, tous exprimés en numéraire, le n ième prix étant 1. Comme cela est maintenant bien établi (11) (26) (27), l'exclusion de la monnaie a pour contrepartie l'hypothèse implicite d'une parfaite

liquidité de tous les biens puisque chaque agent peut, au prix d'équilibre, transformer les quantités qu'il désire de chaque bien en quantités de tous les autres biens. Parallèlement, aucune transaction ne peut se matérialiser hors de la situation d'équilibre et à des prix différents des prix d'équilibre. Plus fondamentalement, on peut montrer (15) que dans le MWN un prix en numéraire ne peut exister qu'en étant prix d'équilibre. Ainsi, si le TEG peut en principe concevoir des prix de non équilibre, elle ne peut les déterminer dans le MMC et les nie dans le MWN. Les prix ne peuvent se former que simultanément et sous réserve d'être prix d'équilibre. Ils ne peuvent se former qu'à l'équilibre.

Equilibre qui est équilibre des transactions présentes au comptant et à terme mais qui suppose aussi le croyance des agents en la permanence des situations d'équilibre dans le futur. L'équilibre présent suppose l'équilibre *perpétuel*. Et cet équilibre est toujours défini de façon étroite par le solde de tous les marchés.

La notion implicite ou explicite d'équilibre général et perpétuel est le moyen de supprimer le besoin de monnaie comme instrument des échanges. La théorie du déséquilibre s'est ainsi efforcée de concevoir des équilibres non walrasiens, caractérisés par l'absence de compensation de tous les marchés et intégrant des transactions monétaires. La monnaie est donc vue par rapport au fonctionnement des échanges; par contre, elle n'intervient pas comme moyen de financement ou moyen de spéculation. Les walrasiens conçoivent un monde réel à échanges réels, les déséquilibristes un monde réel à échanges monétaires. La monnaie n'intervient qu'après, comme contrainte. Les individus font des choix, établissent des plans comme si ne comptaient que les prix réels et les quantités réelles; ensuite est introduit le caractère monétaire des échanges qui contraint les choix précédents. Par contre, la monnaie n'apparaît pas dès le départ comme donnée des structures de production, de consommation, de répartition, ... On comprend dans ces conditions que les walrasiens puissent répliquer que le déséquilibre ne provient que de l'absence de perception et de réalisation de transactions mutuellement avantageuses et, par conséquent, d'un fonctionnement imparfait des marchés.

Les prix réels sont devenus dans le MWN des prix d'équilibre et des prix en numéraire. Si la fonction d'instrument de circulation de

la monnaie a été éclatée sur tous les biens, sa fonction d'étalon des prix est transférée au seul numéraire. Apparaît la catégorie *prix en numéraire* dont le statut mérite considération.

Le numéraire est, par définition, un bien quelconque. On peut cependant montrer que le mécanisme d'ajustement des prix n'est pas indépendant du choix du numéraire. Arrow prend l'exemple d'un marché où règnent deux demandes excédentaires positives, pour l'or et pour l'argent. Si l'or est numéraire, son prix est fixe ($p_{or} = 1$), le prix de l'argent augmente lui du fait de l'excédent de demande et le prix relatif de l'or par rapport à l'argent diminue. Si l'argent est numéraire, c'est le prix de l'or qui augmente et le même prix relatif augmente désormais (2).

La présentation d'Arrow est peu convaincante car elle ne respecte pas les contraintes de la formation des prix du MWN. On ne peut former un prix relatif, ici celui de l'or en argent, indépendamment de la totalité des autres prix et hors équilibre. Le MWN comprend quatre types différents de notions assimilées à des prix:

- (1) — les évaluations subjectives de chacun ($P_A^i/B/P_B^i/C/\dots$, P_A/B , P_B/C , ..., ...) exprimées en unités physiques; ce sont des taux d'échange subjectifs: l'individu est prêt à échanger q_A unités physiques de A contre q_B unités physiques de B;
- (2) — les taux d'échange dans les transactions inter-individuelles; dans l'échange entre I et J s'établit un taux $P_{A/B}^{IJ}$, dans l'échange entre K et L un autre $P_{A/B}^{KL}$, ...
- (3) — les prix de marché ou prix objectifs et sociaux, exprimés en unités physiques: $P_{A/B}$, $P_{C/A}$, $P_{B/C}$, ...
- (4) — enfin les prix de marché en numéraire: $P_{A/N}$, $P_{B/N}$, ...

Le modèle élimine les prix (2), car les échanges sont centralisés. Comment former les prix (3), c'est-à-dire passer des estimations subjectives individuelles aux prix objectifs sociaux? Le marchandage dans l'échange A contre B demande aux agents de fixer les quantités q_A , q_A , ... q_B , q_B , ... qu'ils offrent ou demandent aux différents prix relatifs possibles. Si l'on crie un prix donné $P_{A/B}$, chaque indi-

vidu ne peut arbitrer entre A et B. Il ne peut en même temps fixer q_A et q_B . Le taux auquel il est prêt à substituer A à B dépend en effet de la quantité de q_B . Ce qui implique que q_B soit préalable et donc que tous les autres prix aient déjà été fixés.

Pour établir le prix d'équilibre $P_{A/B}^*$, je dois au préalable connaître les autres prix d'équilibre, mais pour connaître ceux-ci, je dois connaître $P_{A/B}^*$ d'où le caractère circulaire du raisonnement. Le recours aux prix (4), prix en numéraire, ne lève pas le cercle vicieux. Pour arbitrer entre A et le numéraire, je dois connaître le taux d'échange du numéraire contre tous les autres biens. On ne peut former le vecteur de prix d'équilibre qu'en le supposant préalablement donné. C'est tout le sens de la démonstration de J. Fradin (5).

Dans la logique de la TEG, le prix est un mode de mise en compatibilité de plans et d'actions individuels autonomes, a priori incompatibles. Le prix est donc le moyen de la socialisation, le marché étant le lieu de cette socialisation. De ce point de vue, il faut remarquer que les quatre types de prix du MWN sont hétérogènes. Les prix (1) et (2) sont des prix «privés» et plus des taux d'échange que des prix véritables. Les prix (1) sont subjectifs, les prix (2) n'impliquent pas l'existence d'échanges sociaux réguliers, d'une division du travail. Une conséquence est qu'ils sont totalement indéterminés, peuvent varier dans des proportions considérables. Les prix (3) et (4) sont au contraire des prix sociaux, résultant de la socialisation par le marché. Le statut particulier des prix (1) et (2) provient de la coupure prix réel — prix monétaire.

Si l'on posait comme point de départ qu'il n'existe que des prix monétaires, les taux d'échange privés ne seraient plus totalement indéterminés. Certes des échanges hors prix d'équilibre pourraient intervenir et donc des prix de non-équilibre se matérialiser mais l'existence de prix monétaires lierait ces prix aux prix passés. Ils se formeraient compte tenu de niveaux de prix pré-existants, résultats des périodes passées, normes anciennes des échanges.

Une autre difficulté de la primauté des prix réels vient du choix du numéraire. N'importe quel bien peut être numéraire mais le bien numéraire n'est plus un bien strictement identique aux autres. Il faut pouvoir expliquer la *genèse* du numéraire sans sortir du marché et de sa logique de décentralisation. Et la genèse d'un numéraire uni-

que, universellement accepté comme étalon par les échangistes. Dans le MWN, il n'y a aucune démonstration du processus par lequel émerge le numéraire et se réalise la réduction des $n(n-1) - 1$ prix relatifs aux $n-1$ en numéraire; il n'y a pas de genèse endogène du numéraire et il ne peut y en avoir parce que le numéraire comme étalon des prix est nécessairement une institution et non la résultante mécanique de la confrontation d'offres et de demandes. On peut critiquer l'analyse marxienne de la monnaie-marchandise. On ne saurait oublier que Marx se préoccupe précisément d'expliquer la genèse de la monnaie comme équivalent général, marchandise parmi d'autres mais marchandise particulière.

Le MWN nous propose un mode de socialisation par les prix réels qui repose sur une conception implicite ou explicite tout à fait particulière de la socialisation. De façon générale, dans un système économique, sont en présence des individus autonomes mais non indépendants les uns des autres. Leur interdépendance pose le problème de l'équilibre social, de la cohérence des actions individuelles. Ce problème a deux aspects:

- un aspect de séparation, bien connu; des individus en grande partie isolés, reliés par le seul marché, peuvent-ils former un corps social unifié, leurs décisions autonomes devenir compatibles?
- un aspect, plus souvent méconnu, d'opposition; des individus dont les intérêts sont immédiatement, en partie au moins, antagonistes peuvent-ils néanmoins aboutir à une situation stable qui permette les échanges?

La problématique de l'équilibre général règle la question de la séparation en cherchant à démontrer que les relations que le marché établit entre les unités autonomes suffisent à assurer la compatibilité des actions individuelles. La non-cohérence a priori des plans des agents économiques est transformée, grâce aux modifications du système de prix, en une cohérence parfaite qui s'exprime par un équilibre général du marché.

Dans cet état d'équilibre, tous les biens sont infiniment liquides, c'est-à-dire qu'ils sont tous automatiquement socialisés. La donnée d'un système de prix d'équilibre préalable aux échanges comme dans le MWN, correspond à une présocialisation, une socialisation a

priori de tous les biens, sous la forme de leur échangeabilité universelle.

Le système de prix est donc introduit comme solution au problème d'une économie *décentralisée*. C'est bien là la donnée structurale essentielle des économies pures auxquelles s'intéressent les walrasiens. Or le modèle que construit Walras évacue de fait cette décentralisation par l'hypothèse d'un marché généralisé centralisé par le commissaire-priseur. Ainsi l'opposition souvent présentée entre marché généralisé et planification centralisée comme deux modèles alternatifs de calcul économique, l'un totalement décentralisé, l'autre totalement centralisé est-elle erronée. Il s'agit en réalité, si l'on intègre la question de la réalisation de l'équilibre et de la formation du système de prix d'équilibre, de deux versions d'un modèle centralisé, l'un par le commissaire-priseur, l'autre par le bureau central de planification.

Ces deux versions sont précisément caractérisées par l'absence de monnaie comme instrument d'échange. Supprimer la monnaie implique de la remplacer par un autre mode d'échange des biens, ici leur affectation centralisée, soit directement en quantités, soit indirectement par le donnée de barèmes de prix.

Quant à la question de l'opposition des intérêts, elle est réglée en gommant, implicitement ou explicitement les antagonistes potentiels. D'un marché caractérisé par une concurrence civilisée et stabilisatrice émerge un prix réel, norme objective de l'échange. Les agents économiques égaux dans l'absence de quantum d'action ne peuvent que se soumettre au marché; ils disparaissent derrière la confrontation d'offres et de demandes et son résultat, des prix réels indicateurs de raretés relatives objectives. Dans les échanges biens contre biens, les raretés sont naturelles, elles correspondent aux dotations initiales et sont d'ordre technico-naturel (le spectre des technologies est donné et les dotations sont donc techniquement parfaitement définies). Apparemment, les préférences sont subjectives et seraient ainsi de caractère opposé. Cependant, ces préférences sont-elles aussi données en ce sens que le fonctionnement du système n'a aucun effet sur elles et par suite, sont également de caractère technique et non social. Les prix réels correspondent à la synthèse entre des évaluations techniques (ou naturelles) objectives et des «évaluations subjectives objectivement déterminées».

En revanche, dans un échange bien-monnaie, l'on ne peut en rester à la rencontre de raretés et d'utilités naturelles. La monnaie introduit nécessairement le social comme hétérogène aux lois technico-naturelles. La demande de monnaie par l'offre de la vente d'un bien ne rencontre en face d'elle aucune loi de production technico-naturelle, puisque la monnaie est produite, au moins en partie, à coût nul. Il ne peut par conséquent plus y avoir de norme du prix monétaire sur le modèle de la norme du prix réel. La volonté d'aboutir à une telle norme objective implique bien de rabattre le social sur le technique en éliminant le prix monétaire au profit du prix réel.

En ce sens, la socialisation, réduite à la socialisation par le marché, est tout à fait neutre. La *monnaie neutre* est le complément du *marché neutre*, sur lequel les agents, price takers, sont plus généralement des social-takers, incapables de toute action sur les données, dotations et fonctions de préférence.

De même, tous les biens sont homogénéisés comme biens utiles et rares et socialisés dans les mêmes conditions. La monnaie est bien sûr exclue mais biens reproductibles et non reproductibles sont assimilés de même que biens et facteurs de production et notamment biens et travail d'un côté, moyens de production et de consommation de l'autre.

La production n'est qu'un cas particulier d'échange, l'économie de production un aspect de l'économie d'échange. Comme l'admet Clower pour son propre compte (12), l'entrepreneur n'est, pour les walrassiens, qu'un commerçant particulier, un intermédiaire spécialisé, qui transforme des inputs en outputs. La consommation a le primat sur la production mais c'est l'échange en fin de compte qui est la catégorie hégémonique. Inputs et outputs sont de même nature, le travail est analogue aux autres biens, le salariat n'est qu'un rapport d'échange parmi d'autres. Tout prix représente un rapport d'échange. Cette disparition de la production ne se résume pas à la critique de l'existence de dotations initiales comme le croit Hahn (19). Elle provient de la conception du temps, conception rendue nécessaire pour pouvoir se passer de la monnaie et raisonner en prix relatifs réels. Le concept néo-classique d'équilibre, comme le reconnaît aujourd'hui Hicks (21) vient d'une analogie inadéquate entre temps et espace, mouvements dans le temps et dans l'espace. Alors que dans l'espace, on peut aller d'un point à un autre et

retourner au point initial, se mouvoir dans tous les sens, d'arrière en avant et d'avant en arrière, le temps a un sens d'écoulement; il est irréversible et l'on ne peut par conséquent revenir en arrière en annulant purement et simplement le trajet précédent et ses effets. La formation des prix d'équilibre ne peut être obtenue par un processus d'essais et erreurs. Le présent pour reprendre la formule de Joan Robinson (33) est un moment du mouvement permanent, entre un passé irrévocable et un futur inconnu.

2.

LA GENÈSE STRUCTURELLES DES PRIX MONÉTAIRES

La partie précédente a montré que la réduction des prix monétaires à des prix nominaux, formes phénoménales de prix réels, induisait une conception déterminée des structures économiques. La détermination de tels prix monétaires définissait les structures du MMC à partir d'une double contrainte: remplacer les prix monétaires par des prix réels, remplacer les prix monétaires par des prix monétaires d'équilibre et donc des prix réels d'équilibre. Le résultat, mélange de structures hyper et amercantiles, amenait à éliminer le futur, l'incertitude, les prix non marchands, les comportements de marchandage. La formation des prix monétaires définis par le même statut surdéterminait également les structures du MWN par la contrainte de réduction des prix monétaires en prix en numéraire et celle d'équilibre perpétuel qui en résultait. Ces structures se caractérisaient alors par la liquidité universelle de tous les biens et l'existence a priori d'un numéraire étalon. Enfin, la problématique néo-classique des prix monétaires aboutit à un type de socialisation par le marché marqué par quatre propriétés: une socialisation a-temporelle, une socialisation centralisée, une socialisation naturaliste, une socialisation normative, propriétés qui empêchent d'appliquer cette socialisation à des biens issus d'un processus de production.

Il est temps maintenant d'utiliser une démarche inverse en s'interrogeant sur les structures économiques qui impliquent l'existence de prix monétaires conçus comme irréductibles à des formes de prix réels préalables.

Economie de troc et genèse des prix monétaires

Pour de nombreux bons auteurs, le passage de prix ou de taux d'échange réels à des prix monétaires s'expliquerait par celui d'une économie de troc pur à une économie de troc monétarisé, passage pris comme processus logique et/ou processus historique. Ce point de vue n'est pas identique au précédent. Il n'implique pas que les prix monétaires ne soient qu'une forme pure des prix réels. Le passage des uns aux autres peut entraîner des changements de contenu des prix; néanmoins, il y a une primauté, au moins logique, des prix réels.

Clower, dans sa parabole de l'île à économie de troc, introduit la monnaie comme convention sociale qui permet de minimiser les coûts de transaction. La version troc complet et la version échange monétaire ne sont que deux versions extrêmes d'un même modèle, un modèle d'économie d'échange. En économie de troc complet existent des taux d'échange entre biens. Ils résultent des pratiques d'échange bilatéral mais doivent, à long terme, en régime stationnaire, converger vers des taux d'équilibre identiques pour tous les individus. L'existence de la monnaie peut modifier la situation finale. Elle autorise le maintien durable de situations de déséquilibre définies par la non-compensation de tous les marchés et oblige à distinguer entre demandes notionnelles et demandes contraintes. Tout cela est bien connu mais ne nous donne pas pour autant une genèse des prix monétaires.

Le point de vue de Clower repose sur une conception instrumentale de la monnaie comme innovation technique (supposant un consensus social limité à l'organisation des échanges), conception qu'on retrouve également chez Hicks (20). Nous la critiquerons en partant de l'opposition qu'établit Marx entre *échange immédiat* et *échange marchand*. L'échange immédiat se réfère à une situation où la production n'est pas organisée sur un mode marchand (production pour le marché) et où la répartition des produits n'est pas de façon dominante une répartition marchande. Des échanges limités peuvent néanmoins intervenir; ils aboutissent à des taux d'échange entre biens, l'échangeabilité de chacun n'étant pas pré-établie. Ces taux d'échange ne sont pas des prix, c'est-à-dire des formes d'expression sociales de la valeur des biens mais de simples rapports entre

quantités de valeurs d'usage. La finalité de l'échange est l'obtention de valeurs d'usage et de valeurs d'usage spécifiques.

La caractéristique de l'échange marchand provient au contraire de ce que l'échange apparaît, pour un domaine au moins de la production totale, comme le mode dominant de répartition. L'échangeabilité de certains biens avec d'autres devient une propriété durable. Leur homogénéisation n'est plus le fait du hasard mais le reflet d'un mode d'organisation sociale. Elle exige des procédures. On peut alors parler véritablement de prix comme réalité sociale et plus seulement de taux d'échange. Ces prix supposent un étalon. Les biens se transforment en marchandises. Leur aliénation dans l'échange n'a pas pour but de réaliser un échange immédiat marchandise-marchandise mais d'obtenir en contrepartie un droit sur la production ou la richesse globales. La marchandise est échangée contre un pouvoir d'achat général, comme Smith le montrait déjà avec l'idée de travail commandé. La finalité de l'échange reste la valeur d'usage mais la valeur d'usage en général et non des valeurs d'usages particulières pré-déterminées. On a là le fondement de la socialisation par l'échange, les marchandises se socialisant dans l'échange et non dans la production; quelles que soient leurs conditions de production (parfois même ces marchandises ne résultent pas d'une production à proprement parler), les marchandises sont identiques comme droits à un prélèvement sur la richesse sociale. Les marchandises sont également homogènes comme formes particulières de la richesse commune, comme l'avaient bien compris les mercantilistes. Et cette richesse commune s'exprime dans une unité commune, la monnaie. Quand la terre, fondement de l'ordre féodal, commence à être achetée et vendue, la mutation sociale introduite ne consiste pas en la possibilité de trocs entre la terre et tel ou tel bien, à des taux d'équilibre ou non, mais en la transformation de la terre en richesse sociale, à la fin de sa radicale hétérogénéité par rapport aux autres valeurs d'usage. La forme prix inclut cette dimension sociale qui va bien au-delà du taux d'échange entre deux biens. La monnaie acquiert ainsi une double dimension de socialisation: elle est *forme de la richesse*, elle est *droit sur la richesse*. Elle mesure quantitativement l'apport de la marchandise à la richesse sociale et, en contrepartie, le droit sur celle-ci qu'apporte son aliénation.

Dans ces conditions, la primauté du prix monétaire est totale. Il

est droit sur la société. Qu'on établisse des rapports de prix monétaires et l'on n'a que des prix relatifs, des rapports de droits sociaux et non des prix réels ou physiques. Reste la question de la forme monétaire elle-même. Il s'agit de savoir en quelle forme exprimer la richesse sociale: bien particulier, titre, bon en travail, ... Certes, comme l'affirme Clower, la monnaie est seconde par rapport à l'économie monétaire; cependant, la monnaie ne se réduit pas à être le bien intermédiaire des échanges, même si l'on inclut dans cette fonction celle de réserve de valeur, et, du coup, la matérialité de la monnaie importe.

Dans *une économie de richesse*, un système dans lequel les marchandises le sont par la circulation et non par la production, dans lequel le travail ne devient abstrait que par l'échange de travaux concrets différents et non par le développement d'un travail productif de masse, la forme monétaire exprime la valeur comme richesse et non comme quantité de travail nécessaire. La monnaie n'est donc pas nécessairement produit du travail. C'est d'ailleurs, pour l'essentiel, le cas de l'or. La substance monétaire viendra généralement de la forme dominante de richesse. Il pourra s'agir d'une marchandise; qu'elle soit produite comme telle ou seulement échangée comme telle importe peu. Importe par contre qu'elle soit richesse réelle ou fiduciaire. Elle peut être richesse fiduciaire: l'on accepte la monnaie parce que la société l'accepte comme créance sur la richesse sociale. Cependant cela suppose une certaine stabilité qui fonde le consensus. En cas de crises, la transformation des richesses privées en richesse sociale est mise en cause, la créance fiduciaire bat de l'aile, son pouvoir d'achat devient problématique. Le fait que la monnaie soit une richesse réelle offre de ce côté une garantie et explique le recours aux monnaies-marchandises. De plus, la convention sociale qui garantit la monnaie fiduciaire ne repose pas toujours sur un consensus généralisé. Historiquement, comme l'ont montré les historiens (8), le recours à une monnaie-marchandise est, au Moyen Age, émancipation d'une monnaie fiduciaire, objet des manipulations royales. L'or n'apparaît pas à l'époque comme «relique barbare» mais conquête des marchands et moyen d'accélérer la marchandisation de l'économie.

A contrario de cette analyse, les tentatives des déséquilibristes qui cherchent, dans la lignée de Clower, à rendre compte de la genèse

de la monnaie et de la transformation des prix réels d'équilibre en prix monétaires de déséquilibre, privilégient un mode de raisonnement formel. Le passage d'une économie de troc à une économie d'échange généralisé utilisant la monnaie provient du coût du troc généralisé (10) ou de ses contradictions techniques (30) (29). Il est indépendant de toute mutation dans les finalités de l'échange, son statut et son rapport à celui de la production (4). La mutation d'une économie de valeurs d'usage en économie de richesse permet en revanche de définir le prix comme prix immédiatement monétaire, expression non d'un rapport de valeurs d'usage mais d'un rapport de valeurs.

D'une économie de richesse à une économie d'enrichissement

L'économie de richesse institue les prix monétaires comme normes d'échange à partir de la socialisation des biens dans l'échange. A partir du moment où la monnaie est forme abstraite et générale de la richesse, l'accumulation de richesse, jusque-là limitée par la forme valeur d'usage, devient sans bornes. On peut passer d'une économie de richesse à une économie d'enrichissement, d'accumulation. Le but social devient la valeur d'échange et son accroissement, le capital comme forme $A-M-A'$, la catégorie dominante. Cela passe par le développement d'une économie monétaire de production et plus seulement d'une économie monétaire d'échange. La forme institutionnelle dominante est l'entreprise productive, institution dont l'objectif est de créer, de produire des valeurs d'usage mais comme simples moyens de produire de la valeur, d'acquérir des droits supplémentaires sur une richesse sociale elle-même en croissance.

La notion d'économie monétaire de production est couramment utilisée par les auteurs keynésiens pour justifier l'existence de prix monétaires irréductibles aux prix réels néo-classiques. Des raisons différentes, plus ou moins fondamentales, sont avancées selon les auteurs.

On peut caractériser l'économie monétaire de production par l'existence du salariat. Et celui-ci par l'obtention d'un salaire monétaire. J. Robinson oppose ainsi la conception néo-classique du taux de salaire réel, qui suppose que les négociations salariales se fassent

en termes réels et la conception keynésienne d'un taux de salaire établi «en termes du pouvoir d'achat général» (32, p. 153). Dans le MWN à échanges simultanés les salaires sont payés après la production. C'est une économie dite coopérative par Keynes, une économie dans laquelle la production est réglée par des décisions collectives supprimant toute possibilité de crise, la répartition par des conventions à priori. En économie capitaliste par contre, les salaires sont nécessairement avancés par les entreprises; celles-ci ne peuvent prédéterminer la consommations des salariés et avancent des salaires en monnaie, des droits sur la production présente et à venir.

D'autres keynésiens, Lerner, Wells, Davidson (28) (34) (13) (14) mettent aussi l'accent sur le salaire comme fondement des prix monétaires mais dans le cadre d'une argumentation qui se rapporte, comme nous le verrons, à une économie d'endettement plutôt qu'à une simple économie d'enrichissement par la production. L'économie de production prend en effet deux formes essentielles: l'une où le centre de l'activité productive est le *travail direct*, la catégorie dominante le capital variable, l'autre où ce sont le *travail indirect*, les moyens de production, le capital constant fixe qui jouent le rôle dominant.

Dans le premier type, économie de production directe, l'homogénéité des biens comme formes de la richesse et droits sur la richesse par leur transformation en monnaie se mue en homogénéité des biens comme produits du travail. La socialisation par l'échange de biens produits et non produits, de richesses quelconques devient socialisation par l'échange de produits, donc socialisation de travaux concrets particuliers. Le prix monétaire devient l'expression sociale de la dépense de travail productif et la reconnaissance de l'utilité sociale de ce travail. Il exprime la difficulté à produire, la valeur, tout en étant toujours droit sur la richesse. Seul le passage par la monnaie, la métamorphose de la marchandise en forme monétaire établit le caractère social du travail. Il ne peut y avoir de socialisation explicite des produits qui ne soit monétaire, de socialisation immédiate. Le prix monétaire est ainsi directement réalité sociale. Il représente l'estimation sociale de la difficulté à produire compte tenu de l'utilité sociale des produits en question.

Cependant, le prix monétaire n'exprime pas la forme sociale d'une simple marchandise mais de marchandises capitalistes, pro-

duits du capital (et principalement du capital variable), de capitaux-marchandises. Le travail individuel devient travail social par la médiation d'un échange proprement capitaliste qui suppose qu'il satisfasse aux normes sociales en matière de valorisation du capital (et donc en matière d'exploitation). Le prix monétaire réduit la dépense de travail à la dépense de capital variable qui l'a engendrée et à laquelle s'ajoute un taux de marge social, expression des conditions sociales de rentabilité, c'est-à-dire de l'appartenance des capitaux individuels au capital social créateur de surplus.

Deux objets particuliers voient leur statut modifié par le développement d'une économie d'enrichissement à base de production directe. Les capacités de travail individuelles sont transformées en forces de travail. Les conditions de l'exercice de celles-ci sont standardisées, une hiérarchie plus ou moins stable des qualifications établie. La normalisation capitaliste du travail (17) s'accompagne d'une normalisation des conditions de reproduction des forces de travail qui passe en particulier par la normalisation des salaires. La socialisation de la force de travail s'opère ainsi par la généralisation du salaire monétaire. Ce ne sont plus des travaux particuliers qui s'échangent dans des relations bilatérales entre co-échangistes, producteurs de marchandises particulières mais des dépenses de forces de travail indifférenciées et salariées qui se présentent sur le marché comme supports de la valorisation du capital.

La monnaie, elle aussi, change de statut. L'or devient objet d'une production systématique si bien que sa valeur, même si elle ne se forme pas strictement sur la base de son coût de production, ne peut s'en distinguer totalement. L'or, marchandise par la circulation, tend à devenir aussi marchandise par la production, d'où des contradictions qui ne sont pas sans rapport avec les mouvements longs de prix.

L'histoire du capitalisme est aussi l'histoire de la montée de la socialisation de la production. La manufacture la fait progresser en concentrant la force de travail, en recourant à la coopération, en faisant des instruments de production des objets sociaux. Mais cette socialisation implicite du travail reste essentiellement une *socialisation formelle* (7); elle est plus le résultat de la socialisation des produits du travail par l'échange et porte surtout sur les deux bouts de procès A—M ... P ... M'—A' qu'elle ne touche la façon de travailler.

Avec le machinisme, la socialisation implicite du travail dans la production devient *socialisation réelle*. Le procès de production combine travail immédiat et instruments de production résultant d'un travail indirect et socialisé. Plus le machinisme s'approfondit, plus le travail général et le travail indirect prennent d'importance par rapport au travail immédiat, plus le capital fixe devient centre du procès de production, de la dépense globale de travail et donc plus le prix va se définir par rapport à lui.

La production fonctionne alors comme processus temporel long. La consommation (productive) des moyens de production comme celle des biens durables s'inscrit dans un temps irréversible. Le temps, c'est l'incertitude, donc des anticipations qui présentent toujours un caractère de pari. Les keynésiens montrent comment le système tend à s'organiser face à cette incertitude afin d'en diminuer les dangers et ce que cela implique pour les prix monétaires.

Le principal moyen est l'instauration de *contrats à terme*. La planification de la production passe, pour l'entreprise, par la garantie d'un flux régulier d'inputs à des prix connus et, si possible, par celle de débouchés à des prix également prédéterminés. La non-synchronisation entre sorties et rentrées financières l'oblige aussi à maintenir des encaisses dont la liquidité dépend de la variation des prix. Les coûts essentiels de la production sont des coûts salariaux et le contrat à terme le plus répandu, le contrat salarial. Il assure à l'entreprise la disposition de force de travail à un prix convenu et ce pendant un laps de temps non négligeable. Si le salaire monétaire est stable, les coûts salariaux seront à peu près stables, les prix et les anticipations trouveront une base plus solide. Reste à expliquer le rapport entre stabilité du salaire monétaire et expression du salaire, dans le contrat salarial, en monnaie (et non en bien de consommation ouvrière ou en pouvoir d'achat).

Davidson, qui développe l'idée des contrats à terme, tend plutôt à expliquer le besoin de prix stables et donc de salaires monétaires stables pour le système qu'il ne rend compte du rapport entre stabilité du salaire monétaire et expression monétaire du salaire, donc des conditions qui rendent possible dans le système ce qui lui est nécessaire. Et qui, par suite, font du salaire monétaire le fondement du prix monétaire.

Pour Keynes, le fait que les salaires soient exprimés en monnaie

est d'abord une simple constatation. Encore faut-il expliquer pourquoi ce phénomène persiste. La première explication est négative: si les salaires sont négociés en monnaie, c'est parce que ce sont en partie des droits sur une production à venir, que la valeur globale de celle-ci et les prix des biens de consommation ouvrière sont inconnus et que les salaires contractuels ne peuvent donc être des salaires réels. La seconde explication est positive mais complexe.

Nous nous proposons d'essayer de la reconstituer par une série de propositions logiques, censées représenter le raisonnement keynésien.

Proposition 1 Le système d'économie de marché et de production est marqué par une instabilité endogène profonde qui peut s'exprimer par des fluctuations réelles importantes et de violents mouvements de prix. Le caractère instable de l'investissement et des anticipations, l'absence de processus d'autorégulation sont au cœur de cette instabilité globale potentielle.

Proposition 2 Un tel système ne peut durablement fonctionner qu'en maîtrisant au moins partiellement cette instabilité, c'est-à-dire en encadrant le futur. La stabilisation du système est obtenue pour ce qui nous concerne ici — la question des prix — «en ce sens que de faibles variations de la propension à consommer et de l'incitation à investir ne produisent pas d'effets violents sur les prix» (23, p. 246). Si P_M^i est le prix monétaire du bien i , on doit avoir $P_{Mt1}^i = P_{Mt0}^i \pm \epsilon \forall i$, c'est-à-dire que la base du prix futur est le prix actuel $P_{Mt1}^i = f(P_{Mt0}^i)$, f étant stable.

Proposition 3 Le futur est conditionné par l'existence de contrats à terme qui impliquent des engagements, engagements libellés en unité de compte qui est la monnaie. Ces engagements sont par conséquent parfaitement définis et durables. Si on les assimile à des dettes, le niveau des dettes est fixé en monnaie et non révisé: $D_{Mt0}^{t1} = D_{Mt0}^{ot1}$.

Proposition 4 Le choix de la monnaie comme unité de compte des engagements (créances et dettes) vient de la spécificité de la monnaie comme réserve de valeur, actif financier particulier. A partir du moment où cette unité de compte transfère des engagements dans le temps, il est en effet nécessaire qu'elle soit identique à l'unité de compte en laquelle est libellée l'actif financier qui est la meilleure réserve de valeur. Celui-ci est précisément la monnaie pour des raisons qu'on peut résumer dans l'idée que c'est le taux d'intérêt de la monnaie «qui décline le plus lentement lorsque le stock des richesses en général s'accroît» (23, p. 236)*.

Proposition 5 La constance nominale de l'unité de compte ne suffit pas à assurer le bon fonctionnement du système des contrats à terme. Pour que les engagements puissent être tenus, que des transferts indus et importants n'aient pas lieu entre créanciers et débiteurs, il faut que la valeur réelle des engagements soit stable. Cette valeur est définie par le pouvoir d'achat des créances en termes de production. La stabilité de la valeur des engagements implique que le pouvoir d'achat des créances en termes de production nouvelle corresponde au pouvoir d'achat des créances en termes de production au moment de la conclusion des contrats; et, par la suite, que le pouvoir d'achat en termes de production de l'unité de compte soit stable. Soit:

$$\frac{D_{Mt0}^{t1}}{P_{Mt0} \cdot Q_0} = \frac{D_{Mt0}^{t1}}{P_{Mt1} \cdot Q_1} \pm \epsilon$$

Proposition 6 Cette unité de compte étant la monnaie, le pouvoir d'achat de la monnaie en termes de production doit

* Nous reviendrons sur ce point plus loin.

être stable. Son inverse, la valeur monétaire de la production doit également être stable :

$$P_{Mt1} \cdot Q_1 = P_{Mt0} \cdot Q_0 \pm \epsilon$$

Proposition 7 La valeur monétaire de la production dépend avant tout de la valeur monétaire des salaires, du fait de l'importance des coûts salariaux et du caractère limité des variations de la productivité moyenne du travail au niveau global. La stabilité de la valeur de la monnaie en termes de production dépend donc de la stabilité de la valeur de la monnaie en termes d'unité de salaires. D'où :

$$P_{Mt0} \cdot Q_0 \approx W_{Mt0} \cdot N_{t0}, P_{Mt1} \cdot Q_1 \approx W_{Mt1} \cdot N_{t1}$$

Ce raisonnement est celui de Davidson. Keynes, sur ce point, présente une argumentation différente et plus complexe. Au lieu d'utiliser une décomposition de la valeur de la production en prix et quantité (s), d'en faire le produit d'un niveau général des prix par un volume global de production, deux notions équivoques, Keynes réduit cette valeur globale à $W \cdot N$. La valeur de la production est réduite à celle du revenu par exclusion du coût d'usage. Reste le coût de facteur. La valeur du revenu dépend alors de la quantité d'emploi exprimée en unité d'emploi (nombre d'unités de travail employées, compte tenu de leur qualification) et de l'unité de salaire (le salaire nominal de l'unité de travail). L'expression à stabiliser devient :

$$\frac{D_{Mt0}^{t1}}{W_{t1} \cdot N_1} = \frac{D_{Mt0}^{t1}}{W_{t0} \cdot N_0} \pm \epsilon$$

Comme l'emploi N est variable, la limitation de l'instabilité passe par celle des variations de l'unité de salaire :

$$W_{t1} = W_{t0} \pm \epsilon.$$

- Conclusion 1* Pour que le système des contrats à terme puisse limiter l'incertitude et l'instabilité d'une économie monétaire de production, les salaires monétaires doivent être «visqueux».
- Conclusion 2* Dans ces conditions, le système tend à se stabiliser. La viscosité du salaire monétaire renforce la prime de liquidité de la monnaie et, par conséquent, son rôle d'actif financier spécifique, placement alternatif à tous les investissements physiques ou financiers et celui de son taux d'intérêt comme norme de rendement à terme.
- Corrolaire La monnaie est le meilleur étalon des valeurs, même s'il n'est pas parfait. La valeur de la production en monnaie est plus stable que la valeur de la production en un bien physique. Celle-ci varie selon la variation des coûts et rendements dans la production du bien considéré (par rapport à ce qui se passe dans la production globale). Par contre, si la valeur de la monnaie en salaire est stable, la valeur de la production dans son ensemble étant stable par rapport à celle du salaire, la valeur de la production en monnaie (et de la monnaie en production) est stable.
- Conclusion 3* La monnaie est instrument d'échange, réserve de valeur, bref elle est «la liquidité par excellence» (23). Elle est unité de compte, numériquement apparent, étalon des créances et valeurs. *Le véritable numéraire est le salaire monétaire*, plus précisément l'unité de salaire, salaire monétaire de l'unité de travail. La monnaie n'est pas une monnaie-marchandise, c'est une monnaie-salaire. Les prix monétaires sont en premier lieu des prix en monnaie, en second des prix en unité de salaire.

Cette reconstitution de la logique keynésienne permet de comprendre le genèse des prix monétaires et le contenu de ces prix dans

une économie de production. Il importe maintenant de préciser ce contenu. L'analyse de Keynes a en effet été plutôt développée dans la direction de l'analyse de la rigidité des salaires et des prix, c'est-à-dire de celle des lois de mouvement des prix monétaires (13) (14) (34) (6). En revanche, la signification de prix monétaires exprimant des prix en unités de salaire a été peu explorée. Le double contenu des prix comme prix en monnaie et prix en unité de salaire repose sur une articulation autrement plus complexe que la dichotomie sommaire des néo-classiques entre prix nominal et prix réel.

La première question est celle du choix du numéraire.

La substance en laquelle les prix vont s'exprimer est numéraire ou étalon. Dans la logique walrasienne, ce numéraire est un bien quelconque. Cette solution est inadmissible dès que l'on introduit le temps et que l'étalon a un double rôle, synchronique et diachronique. Si pour les walrasiens, l'instabilité des prix monétaires importe peu, pour Keynes il faut la limiter sans pour autant empêcher les variations de prix relatifs. Une stabilité à travers le temps de la moyenne des prix monétaires ne peut s'accommoder d'un numéraire quelconque.

Une illustration simple nous servira. Soit une économie à quatre biens, un taux de salaire et un stock de créances, caractérisée par deux situations, en t_0 et en t_1 . On suppose que les quantités produites ne changent pas mais que des mouvements de prix relatifs interviennent, le bien 4 voyant son prix relatif par rapport à tous les autres diminuer de moitié. Dans le cas I, le numéraire est le bien 1, dans le cas II le bien 4.

$$\begin{array}{l} \text{Cas I} \\ \text{Cas II} \end{array} \left\{ \begin{array}{l} t_0 \quad P_{1N}^0 = 1 \quad P_{2N}^0 = 2 \quad P_{3N}^0 = 3 \quad P_{4N}^0 = 1 \\ t_1 \quad P_{1N}^1 = 1 \quad P_{2N}^1 = 2 \quad P_{3N}^1 = 3 \quad P_{4N}^1 = 0,5 \\ t_0 \quad P_{1N'}^0 = 1 \quad P_{2N'}^0 = 2 \quad P_{3N'}^0 = 3 \quad P_{4N'}^0 = 1 \\ t_1 \quad P_{1N'}^1 = 2 \quad P_{2N'}^1 = 4 \quad P_{3N'}^1 = 6 \quad P_{4N'}^1 = 1 \end{array} \right.$$

Si l'on suppose que la production se compose de 10 unités de chaque bien, sa valeur est :

- dans le cas I: $t_0 V_N^0 = 70$, $t_1 V_N^1 = 65$;
- dans le cas II: $t_0 V_{N'}^0 = 70$, $t_1 V_{N'}^1 = 130$.

Le stock de créances a une valeur nominale fixée en t_0 pour t_1 et qui ne change pas. Supposons que $D^{01} = 100$ unités de numéraire. Dans le cas I, le rapport dette/production est en t_1 de $100/65$ alors qu'au moment où la dette a été contractée ce rapport était de $100/70$. Dans le cas II, il est en t_1 de $100/130$ contre $100/70$ en t_0 .

On constate immédiatement que le choix du numéraire modifie considérablement la valeur réelle de la dette. A partir du moment où intervient un stock, la variation des prix relatifs à terme par rapport à ceux au comptant modifie la valeur relative du stock à terme par rapport à celle au comptant.

Introduire une monnaie étalon en lieu et place d'un numéraire physique ne suffit pas à nous tirer d'affaire car il faut donner une valeur à cette monnaie. D'où l'appel à une monnaie-salaire, le salaire formant la base de la valeur de la production globale.

Une monnaie dont la valeur sera définie en unité de salaire donnera une valeur du produit également stable. Dans la mesure où le salaire intervient comme coût dans la production de tous les biens et comme coût principal, dans la mesure où ses variations sont faibles, l'expression en salaire de la valeur globale ou de la valeur moyenne de la production est approximativement stable, les mouvements relatifs de productivité se compensant en partie alors que leur expression en un bien particulier subirait l'effet direct de ces mouvements.

Si nous supposons que la productivité moyenne du travail évolue de façon à peu près régulière, le salaire commande une quantité stable de travail. Son pouvoir d'achat en termes de production globale ne connaît pas de fluctuations géantes.

La monnaie qui a un pouvoir d'achat en salaire stable, du fait de la stabilité du salaire monétaire, commande donc elle aussi une quantité stable de travail. On est en présence d'un système à trois pôles: production globale, salaire monétaire, monnaie. Les deux premiers sont reliés par le couple coûts salariaux-productivité, les deux derniers par le niveau du salaire. De la stabilité en unité de travail et de produit de la monnaie découle sa stabilité diachronique: la valeur en t_0 de la monnaie disponible en t_1 est définie. Ainsi quand la

production de monnaie varie et/ou la production de biens, le taux d'intérêt monétaire reste stable.

La stabilité à laquelle se réfère Keynes est une stabilité de long terme. Elle ne signifie évidemment pas que le pouvoir d'achat de la monnaie en salaire ou en biens est constant ou que salaires monétaires et productivité sont invariables. La monnaie doit au contraire satisfaire des conditions apparemment contradictoires. Elle doit fournir une base d'évaluation stable sur la période correspondant aux anticipations les plus longues. Les prix monétaires doivent échapper aux fluctuations géantes. En même temps, ils ont un rôle à jouer dans l'ajustement court, par leurs variations, comme nous le verrons. La monnaie-salaire résoud cette contradiction. Le rapport monnaie-salaire-travail commandé est à la fois stable à long terme et variable à court terme.

Nous pouvons désormais revenir sur les propriétés de la monnaie et la justification du fait que l'étalon salaire prend la forme d'un numéraire monnaie et non d'un panier de biens, d'un bien particulier ou de toute autre richesse. La monnaie est hétérogène aux biens. Keynes montre que cette hétérogénéité ne vient pas de l'existence d'un taux d'intérêt monétaire; toute richesse a un taux d'intérêt. Le taux d'intérêt de la monnaie mesure essentiellement sa prime de liquidité. La caractéristique de la monnaie est d'avoir un taux d'intérêt plus stable dans le temps que les autres richesses pour les trois raisons bien connues: l'élasticité de ce taux d'intérêt par rapport à la production de monnaie est très faible, celle de la production de monnaie par rapport à son pouvoir d'achat est nulle, l'élasticité de substitution de la monnaie est également très faible. Sous cette formulation technique, se cachent les deux propriétés fondamentales de la monnaie:

1. la monnaie comme liquidité est un bien spécifique, sans substitut. Elle est «la liquidité par excellence». Elle a donc une valeur d'usage unique: elle commande le travail et une quantité stable de travail dans le temps;
2. la monnaie est produite sans coût et sur un mode non capitaliste alors que les biens sont produits pour le profit, en fonction du prix de vente anticipé et compte tenu de coûts variables.

C'est la conceptualisation même de la monnaie, dans une économie d'enrichissement par la production, qui justifie la proposition de stabilité du taux d'intérêt de la monnaie et non un quelconque argument empirique comme feignent de le croire certains néo-classiques. Ce faisant, nous sommes passés d'une monnaie-richesse réelle et produit du travail, monnaie-marchandise à une monnaie non marchandise, dont la valeur se définit par rapport au salaire, nouveau numéraire. Dans le cadre de la monnaie marchandise, la monnaie proprement dite était déjà produite à coût nul (monnaie bancaire de crédit ou monnaie commerciale), mais elle avait une valeur ancrée à celle de l'or marchandise, qui jouait le rôle de numéraire. On peut remarquer aussi que très tôt, dans l'histoire du capitalisme, la monnaie de crédit a échappé, au moins en partie, à la logique de la production pour le profit. C'est tout le sens de l'Act de Peel que de décider que la concurrence capitaliste est impropre à la sphère de la monnaie tout en convenant pour celle des biens (5, chap. 2).

Pour saisir les transformations postérieures de la monnaie et la genèse de prix monétaires en monnaie inconvertible et définis en étalon salaire, il faut sortir de l'économie de production directe et introduire l'économie d'endettement.

D'une économie d'enrichissement à une économie d'endettement

L'argumentation de Keynes ne repose pas sur une définition des prix monétaires en économie monétaire de production par le salariat mais plus largement par l'existence du capital comme valeur qui se rentabilise dans des processus temporels. De même, les contrats à terme ne sont pas seulement une «invention» destinée à stabiliser le système mais la conséquence du caractère cyclique du capital. A partir du moment où il y a avance de capital, il y a récupération sur une période et problème d'actualisation des retours. Le besoin d'un étalon stable est d'autant plus grand que la durée d'immobilisation du capital fixe est longue et la part du capital fixe dans le capital total importante. Le système fonctionne sur la base de stocks générateurs de flux de revenu et l'avance de capital ne peut être réduite à celle de capital variable.

De ce point de vue, la négligence par Keynes du coût d'usage du fait de son insistance sur les phénomènes de courte période (3) ne peut être érigée en principe quand il s'agit d'expliquer les structures et leur effet sur les prix.

De plus, le but de l'investissement n'étant pas l'augmentation de la production de valeurs d'usage mais la reproduction élargie du capital et du profit, c'est du pouvoir d'achat général, des droits indifférenciés sur la richesse que l'entreprise veut récupérer (23, chap. 16). Comme les durées de rotation des diverses fractions du capital (circulant et fixe) sont différentes, l'entreprise doit conserver et transférer du pouvoir d'achat et, par conséquent, utiliser de la monnaie.

Les prix monétaires sont formés du capital-marchandise et du salaire dans le cadre d'une économie d'enrichissement par production organisée autour du capital fixe. Mais l'économie prend alors une nouvelle dimension qui conditionne le jeu des prix monétaires : elle est aussi économie d'endettement. C'est bien pourquoi Keynes insistera sur la fonction de réserve de valeur de la monnaie ou introduira le motif de finance. Quant à l'instabilité, elle ne prend son sens qu'avec le développement de l'investissement long.

Le caractère cyclique du mouvement du capital, le fait que le capital avancé soit reproduit dans son procès de mise en valeur fonde la possibilité du crédit. La logique de l'accumulation explique la nécessité du crédit comme mode d'augmentation de la quantité de capital en fonction et d'accélération de la rotation du capital social. Les temps improductifs, temps d'immobilisation de valeur-capital improductive, et en particulier les phrases de circulation doivent être réduits.

Parallèlement, le fait que le capital-argent ne fonctionne qu'à certains moments du cycle offre la possibilité de coordonner la reproduction des capitaux différents de façon à diminuer, à l'échelle sociale, les temps improductifs. Le crédit, en mettant en correspondance les cycles des différents capitaux autonomes, organise la socialisation de leur reproduction.

Mais le crédit fait davantage. Loin de se borner à transmettre des épargnes préalables, le système bancaire crée les signes monétaires qui, prêtés aux entreprises et insérés dans le processus productif par celles-ci, se transformeront en capital, assurant en même temps par

la reproduction du capital la possibilité du remboursement. La production fonctionne alors sur la base de l'endettement-remboursement des entreprises auprès des banques. La monnaie de crédit, convertible ou inconvertible — peu importe pour cela — est la condition de la différence ex ante entre investissement et épargne, parce que l'épargne peut ne pas s'investir mais surtout parce que l'investissement ex ante n'est plus limité par un montant ex ante d'épargne. Cette analyse est commune à Marx et Keynes. Ce dernier précise que, dans ces conditions, ce sont les entrepreneurs qui déterminent le montant ex post de l'épargne. L'existence d'engagements et de contrats à terme prend alors un visage moins formel et général: il s'agit avant tout du stock de créances-dettes liant entreprises et système de crédit (et au-delà de celui-ci les détenteurs de titres et d'encaisses) pour le financement du stock de capital.

Selon que le crédit finance la réalisation de marchandises déjà produites, les fonds de roulement ou le capital fixe, le problème du poids des pertes se présente différemment. Tant que domine le financement court, le risque est minimisé par la brièveté de la période d'engagement. Le financement long apparaît au contraire comme beaucoup plus aléatoire. Il ne pourra se développer et permettre la progression et la domination du capital fixe que par la socialisation des pertes que permet l'inconvertibilité des monnaies de crédit, le cours forcé et l'organisation d'un système de réescompte convergent en cas de difficultés vers la Banque Centrale. La fixation par les entrepreneurs du taux d'investissement et le fait de pouvoir l'imposer à la société à travers un processus d'épargne forcée ont pour contrepartie la rupture du rapport monnaie de crédit-numéraire or. La valeur de la monnaie n'est alors plus définie a priori et les prix monétaires s'expriment dans une unité fluctuante. Ils sont l'objet d'un processus de formation complexe: les entrepreneurs fixeront les prix monétaires ex ante, des prix monétaires ex post résulteront du fonctionnement du circuit, enfin la valeur réelle de ces prix monétaires dépendra de la variation de l'ensemble des prix ou du numéraire (6). C'est la double nature du produit, réelle comme volume de production, monétaire comme valeur de la production et expression du revenu nominal qui rend possible l'ajustement macro-économique tout au long du circuit de la dépense.

Robertson avant Keynes, Kalecki en même temps, montrent

comment les prix monétaires varient sous l'effet du rapport épargne-investissement et, par conséquent, comment la répartition du revenu s'adapte aux décisions des entrepreneurs du fait de ces variations (18). Keynes, dans le *Treatise*, distingue prix d'équilibre et prix de marché (24, vol. 1, chap. 10). Le prix d'équilibre se forme sur la base des coûts de production et assure le profit normal. Le prix de marché vient de la confrontation entre le volume de production fixé par les entrepreneurs et la dépense de consommation. Le raisonnement en termes de prix monétaires permet d'abandonner la symétrie nécessaire des rapports offre-demande qui déterminent les prix réels. Les échanges étant simultanés, dans un tel système se confrontent d'un côté prix d'offre et quantité d'offre, de l'autre prix de demande et quantité demandée. Au contraire, dans une économie monétaire, volumes et valeurs ne sont pas simultanés et s'organisent différemment selon les catégories d'agents. La monnaie reflète par conséquent aussi les pouvoirs différenciés de ces catégories. Les entreprises déterminent pour l'essentiel le montant produit et le revenu, les ménages en fonction de leur comportement d'épargner, détermineront le prix unitaire des biens de consommation. Ce prix correspondra au prix d'équilibre pour $I = S$. Les prix des biens de production obéissent à un autre mode de formation. Là encore, le raisonnement en prix monétaires permet de rendre compte de l'hétérogénéité des biens, des modes de formation de leurs prix, en dépassant le formalisme de biens définis par leurs seules rareté et utilité.

Il permet également d'introduire les affrontements pour la répartition du revenu réel comme des processus à étapes différentes. Dans la logique du prix réel, le système de prix fixe instantanément et définitivement prix et répartition. Dans la logique keynésienne des prix monétaires, le circuit, à travers les processus d'ajustement, modifie la répartition initiale (3) (4) (25). Le remplacement du couple prix d'équilibre-prix de marché par le couple prix ex ante-prix ex post suggéré par *Théorie Générale* manifeste que l'équilibre initial est défini par rapport aux souhaits des entrepreneurs. L'ensemble des prix ex ante, compte tenu du revenu distribué, donne une répartition monétaire et réelle ex ante. La modification des prix dans l'ajustement et celle de leur niveau moyen donnent ex post un salaire réel, et une répartition réelle différente. Les conflits pour la répartition concernent le salaire monétaire, le niveau des prix (et particulièrement

celui des biens de consommation) mais aussi la valeur réelle du stock de créances-dettes. Si Keynes se prononce dans les années 20 contre le retour à l'étalon-or et pour l'instauration d'un étalon salaire, ce n'est pas seulement à cause de la rigidité du salaire monétaire (rigidité qui, du fait de la déflation, laminerait les profits) (22) mais aussi à cause du poids des dettes portées par les entreprises dont la valeur réelle gonflerait.

Le prix réel de la théorie de l'équilibre général était mode de socialisation a-temporel, centralisé, naturaliste et normatif. Les prix monétaires expriment au contraire que la socialisation des produits concerne des biens et des titres situés dans le temps, des flux et des stocks. Cette socialisation ne se réalise pas sur un modèle unique et dans un cadre centralisé. Des marchés différenciés existent parce que les «biens économiques» sont hétérogènes. Les transactions ne sont jamais simultanées et l'équilibre n'est au mieux qu'une tendance. Les prix monétaires loin d'être des normes technico-naturelles résultent de marchandages et d'affrontements. Ils mettent aux prises des catégories d'agents à pouvoirs différents. Au lieu du strict déterminisme véhiculé par les prix réels d'équilibre, ils réintroduisent l'instabilité, l'évolution, bref la vie économique-sociale.

RÉSUMÉ

Cet article étudie les implications des conceptions du caractère monétaire des prix quant à la représentation des structures économiques dans lesquelles ces prix fonctionnent. Il montre que la réduction néo-classique des prix monétaires à des prix nominaux, formes phénoménales de prix réels, induit une conception déterminée des structures de marché et de la socialisation marchande. Inversement, en s'appuyant sur les apports de Marx et de Keynes, il précise comment le développement de structures marchandes (échange immédiat, échange marchand et économie de richesse, économie d'enrichissement, économie d'endettement) engendre des prix monétaires à propriétés déterminées.

ABSTRACT

The purpose of this paper is to examine the implications of the monetary character of prices for the representation of economic structures in which prices work. It establishes that neoclassical reduction of monetary prices to nominal prices, phenomenal forms of real prices, leads to precise market structures and market socialization conceptions. Reciprocally on the basis of the studies conducted by Keynes and Marx, it shows how the development market structures (immediate exchange, market exchange and wealth economy, enrichment economy, overdraft economy) generates monetary prices with specific properties.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) Arrow Kenneth J., «Toward a theory of price adjustment», in Abramovitz *et alii*, *The allocation of economic resources*, Stanford University Press, 1959.
- (2) Arrow Kenneth J., «Real and nominal magnitudes in economics», in *The crisis in economic theory*, ed. by Daniel Bell and Irving Kristol, Basic Books Inc., New York, 1981.
- (3) Barrère Alain, «La progression instable», in A. Barrère *et alii*, *Controverses sur le système keynésien*, Economica, Paris, 1975.
- (4) Barrère Alain, *Déséquilibres économiques et contre-révolution keynésienne*, Economica, Paris, 1979.
- (5) Barrère Christian, «Crise du système de crédit et capitalisme monopoliste d'Etat», Economica, Paris, 1976.
- (6) Barrère Christian, «Hypothèses keynésiennes et dynamique des prix. Communication au colloque Keynes aujourd'hui», Paris, septembre 1983, *Economica*, Paris, 1985; édition anglaise: Macmillan Press Ltd., London (à paraître en 1985).
- (7) Barrère Christian, «Marx et Schumpeter, deux auteurs en quête d'une fin. Communication au colloque Marx, Keynes, Schumpeter», Paris, juin 1983, à paraître dans les *Cahiers d'Economie Politique*, 1985.
- (8) Bloch Marc, «Esquisse d'une histoire monétaire de l'Europe», *Cahiers des Annales*, n° 9, Armand Colin, Paris, 1954.
- (9) Chipman John S., «The nature and meaning of equilibrium in economic theory», in D. Martindale (ed.), «Functionalism in the Social Sciences. The strengths and limits of functionalism in anthropology, economics, political science and sociology: a symposium», American Academy of Political and Social Science, 1965; repris in *Price theory*, ed. by Halfry Townsend, Penguin, London, 1973.
- (10) Clower Robert W., «Introduction au volume *Monetary theory*», ed. by R.W. Clower, Penguin, London, 1969.

- (11) Clower Robert W., «The keynesian counter-revolution: a theoretical appraisal», in «Monetary theory», *op. cit.*
- (12) Clower Robert W., Lettre à Joan Robinson. Citée par celle-ci, in J. Robinson, «What are the questions?», *Journal of Economic literature*.
- (13) Davidson Paul, «The dual faceted nature of the keynesian revolution-money and money wages in unemployment and production flow prices», *Journal of post-keynesian economics*, Spring 1980, vol. II, n° 3.
- (14) Davidson Paul, *Money and the real world*, Macmillan, Londres, 1978.
- (15) Fradin Jacques, *Les fondements logiques de la théorie néo-classique de l'échange*, PUG-Maspéro, Paris, 1976.
- (16) Friedman Milton, *Prix et théorie économique*, Economica, Paris, 1983.
- (17) Gaudemar Jean Paul de, *L'ordre et la production. Naissance et forme de la discipline d'usine*, Dunod, Paris, 1983.
- (18) Graziani Augusto, *Teoria economica*, Edizioni Scientifiche Italiane, Napoli, 1981.
- (19) Hahn Frank, «General equilibrium theory», in *The crisis in economic theory*, *op. cit.*
- (20) Hicks J.R., *Critical essays in monetary theory*, Clarendon Press, Oxford, 1967.
- (21) Hicks J.R., *Some question of time in economics*, in «Evolution, welfare and time in economics: essays in honor of Nicholas Georgescu-Roegen», ed. by Anthony M. Tang, Fred. M. Westfield, James S. Worley, Lexington, Massachusetts, 1976.
- (22) Hicks J.R., *Keynes e il sistema economico mondiale*, in «Attualita di Keynes», a cura di F. Vicarelli, Libri del tempo, Laterza, Roma-Bari, 1983.
- (23) Keynes J.M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, édition française, Payot, 1969.
- (24) Keynes J.M., *A treatise on money*, in «Collected Writings of John Maynard Keynes», vol. VII, Macmillan, London, 1973.
- (25) Kregel J.A., *The reconstruction of political economy*, Macmillan, London, 1978.
- (26) Leijonhufvud Axel, *On keynesian economics and the economics of Keynes*, Oxford University Press, New York, 1968.
- (27) Leijonhufvud Axel, *Information and coordination. Essays in macro-economic theory*, Oxford University Press, New York, 1981.
- (28) Lerner A.P., *Essays in economic analysis*, Macmillan, London, 1953.
- (29) Madden Paul J., «A theorem on decentralized exchange», *Econometrica*, July 1976.
- (30) Ostroy Joseph M. and Starr Ross. M., «Money and the decentralization of exchange», *Econometrica*, novembre 1974.
- (31) Polanyi Karl, «Le commerce sans marché au temps d'Hammourabi et L'économie en tant que procès institutionnalisé», in Karl Polanyi et Conrad Arensberg, *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Larousse, 1975.
- (32) Robinson Joan, *Hérésies économiques*, Calmann-Lévy, 1972.
- (33) Robinson Joan, «What are the questions?», *Journal of Economic Literature*, vol. XV, n° 4, décembre 1977.
- (34) Wells Paul, «In review of Keynes. Review article», *Cambridge Journal of Economic*, février 1978.